

et les dominions. Lors d'une conférence impériale sur la guerre, les premiers ministres des dominions sont invités à réfléchir au problème des relations dans l'empire, tandis que l'*Imperial War Cabinet* leur permet d'exprimer directement leurs vues au chapitre de la conduite de la guerre. Le premier combat pour une souveraineté plus grande des dominions est gagné en avril 1917, lorsque la Conférence impériale sur la guerre reconnaît «les dominions en tant que nations autonomes d'un Commonwealth impérial, ayant le droit de se prononcer sur la politique et les relations étrangères». <sup>5</sup> Un an plus tard, cette expression théorique de la souveraineté des dominions se traduit dans la pratique, lorsque Borden et Hughes réunissent encore une fois leurs forces pour obtenir une représentation distincte des dominions à la Conférence sur la paix de Paris.

Le fait que Hughes et Borden aient réussi de la sorte à prouver que les intérêts de la Grande-Bretagne et des dominions pouvaient être respectés dans une même politique étrangère impériale allait servir temporairement à asseoir la coopération entre l'Australie et le Canada. Après la guerre, toutefois, la relation s'avère d'emblée tendue. Hughes aborde les discussions sur la paix de Paris, bien déterminé à améliorer la sécurité de l'Australie en annexant la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Quant à Borden, il s'inquiète du maintien de la coopération anglo-américaine, seul résultat positif de la guerre. Une rupture des relations canado-australiennes, par suite d'un désaccord sur le sort des colonies allemandes du Pacifique, n'est évitée que de justesse. Les fonctionnaires parviennent en effet à trouver un compromis qui satisfasse à la fois le désir de Hughes d'annexer la Nouvelle-Guinée et le souhait de Borden de ne pas aliéner un président américain ardent défenseur de l'autodétermination.

Le premier ministre qui succède à Borden, Arthur Meighen, n'a pas autant de chance. Rien ne saurait camoufler la distance qui sépare l'Australie et le Canada au sujet du renouvellement du Traité anglo-japonais de 1902. Aux yeux de l'Australie, ce pacte de défense mutuelle demeure la meilleure et peut-être la seule garantie efficace contre une agression japonaise. Par contre, Washington s'oppose fermement au traité, qui, de fait, l'empêche de jouer un rôle majeur comme gardien de l'ordre dans le Pacifique. Une reconduction de l'alliance nuirait presque certainement aux relations anglo-américaines et mettrait le Canada dans une position intenable, puisqu'il devrait choisir entre ses deux principaux alliés. Vu l'importance des enjeux, Meighen et Hughes arrivent à la Conférence impériale de 1921, tenue à Londres, bien résolus à ne rien céder.

Dès l'ouverture de la conférence, Hughes insiste avec provocation pour que le traité soit immédiatement reconduit. Au cours des jours suivants, la cause australienne est défendue par une pléiade de talentueux orateurs britanniques, dont Lord Curzon, secrétaire au Foreign Office, et Lord Arthur Balfour, président du conseil. Sans se démonter, Meighen attaque. Le Canada, déclare-t-il, a «un droit particulier à être entendu», car si une guerre éclatait entre les États-Unis et l'empire, le Canada «serait comme la Belgique». Quelque forme